



# **Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

Distr. générale  
5 mars 2012  
Français  
Original: anglais

---

## **Groupe de travail sur les armes à feu**

Vienne, 21 et 22 mai 2012

Points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour provisoire\*\*

**Mesures visant à mieux faire connaître le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à en promouvoir la ratification**

**Mesures visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu, y compris la mise au point d'outils d'assistance technique**

**Formulation de recommandations à l'intention de la Conférence sur les mesures que les États parties pourraient prendre pour mieux appliquer les dispositions du Protocole relatif aux armes à feu et sur les moyens qui permettraient au Groupe de travail de mieux coordonner son action avec celle des différents organismes internationaux qui luttent contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, s'agissant d'appuyer et de promouvoir l'application du Protocole**

**Activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir et appuyer la ratification et l'application du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

**Document d'information établi par le Secrétariat\*\*\***

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques le 11 mai 2012.

\*\* CTOC/COP/WG.6/2012/1.

\*\*\* Le présent rapport a été soumis tardivement du fait de la réception tardive des informations émanant du service organique.



## I. Introduction

1. La communauté internationale reconnaît de plus en plus les liens entre les armes à feu et d'autres formes de criminalité transnationale organisée, dont le trafic de drogues, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et a exprimé sa préoccupation devant les menaces que font peser le trafic illicite, la prolifération et l'usage impropre des armes à feu sur la sécurité et la stabilité.

2. Dans sa résolution 5/4 intitulée "Fabrication et trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions", la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Convention contre la criminalité organisée)<sup>1</sup> a noté que la réduction de la fabrication et du trafic illicites d'armes à feu était un des éléments essentiels des efforts visant à réduire la violence qui accompagne les activités des groupes criminels transnationaux organisés et qu'il fallait renforcer la coopération internationale.

3. La Conférence a également noté que la Convention contre la criminalité organisée et le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions s'y rapportant comptaient parmi les principaux instruments mondiaux destinés à lutter contre ces infractions, et invitait de nouveau les États à envisager de devenir parties au Protocole et à en appliquer pleinement les dispositions. La Conférence a en outre prié instamment les États parties d'harmoniser leurs législations nationales d'une manière compatible avec le Protocole, d'élaborer des programmes d'action pour lui donner effet, de fournir au Secrétariat des informations complètes et actualisées sur leur organisme national ou leur point de contact unique et de faire usage du répertoire en ligne des autorités nationales compétentes désignées par les États au titre du Protocole.

4. Dans cette résolution, la Conférence a prié le Secrétariat d'aider les États dans leurs efforts et de faciliter la fourniture d'une assistance technique aux États parties. Elle a en outre prié l'UNODC de finaliser la loi type et de la diffuser dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et d'élaborer d'autres outils d'assistance technique pour appuyer l'application du Protocole, et a encouragé les organisations internationales et régionales compétentes, le secteur privé et les organisations non gouvernementales à renforcer leur coopération et à œuvrer avec les États parties au Protocole relatif aux armes à feu pour la pleine application du Protocole.

5. La Conférence a également décidé, conformément au paragraphe 3 de l'article 32 de la Convention contre la criminalité organisée et au paragraphe 2 de l'article 2 de son règlement intérieur, de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les armes à feu qui serait chargé de la conseiller et de l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne le Protocole relatif aux armes à feu, et que le groupe de travail sur les armes à feu remplirait les fonctions suivantes:

a) Faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu par l'échange de données d'expérience et de pratiques entre experts et praticiens de ce domaine, y compris en contribuant à recenser les pratiques qui donnent de bons résultats, les

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2241, n° 39574.

faiblesses, les lacunes et les difficultés, ainsi que les questions et thèmes prioritaires intéressant la lutte contre le trafic des armes à feu;

b) Lui faire des recommandations sur les mesures que les États parties pourraient prendre pour mieux appliquer les dispositions du Protocole relatif aux armes à feu;

c) L'aider à donner des orientations à son secrétariat en ce qui concerne les activités de ce dernier et l'élaboration d'outils d'assistance technique ayant trait à l'application du Protocole relatif aux armes à feu;

d) Lui faire des recommandations sur les moyens qui permettraient au groupe de travail de mieux coordonner son action avec celle des différents organismes internationaux qui luttent contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, s'agissant d'appuyer et de promouvoir l'application du Protocole relatif aux armes à feu.

6. La Conférence a également décidé que le Président du groupe intergouvernemental à composition non limitée sur les armes à feu lui soumettrait, à sa sixième session, un rapport sur ses activités.

7. Le présent rapport a été établi conformément à la résolution 5/4, qui priait le Secrétariat d'informer le groupe de travail des activités menées par l'UNODC pour aider la Conférence à promouvoir et à appuyer l'application du Protocole relatif aux armes à feu, la coordination avec les autres organisations internationales et régionales compétentes, les pratiques optimales dans les domaines de la formation et du renforcement des capacités et les stratégies de sensibilisation visant à prévenir et combattre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions pour permettre au Groupe de travail de s'acquitter des fonctions qui lui ont été assignées.

## **II. Incidence des armes à feu sur les conflits armés, la criminalité et la sécurité humaine**

### **Incidence des armes à feu sur les conflits armés et la criminalité**

8. Les armes à feu et les munitions influent de différentes manières sur la paix et la sécurité, tant dans le contexte de la violence armée que dans celui de la criminalité. Il est essentiel de bien comprendre la nature complexe et multidimensionnelle des armes à feu avant d'élaborer des mesures de justice pénale appropriées.

#### **1. Utilisation des armes à feu pour prolonger les conflits armés**

9. Les armes à feu ont une incidence indéniable sur les conflits armés. La facilité avec laquelle elles peuvent être obtenues, que ce soit du fait de la fabrication illicite ou du trafic, leur prolifération incontrôlée et l'usage impropre qui en est fait sont souvent considérés comme des facteurs essentiels qui alimentent et aggravent les affrontements armés, augmentent les taux de criminalité, compromettent le développement humain et socioéconomique et font obstacle à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le flux illicite d'armes à feu et de

munitions, notamment lorsqu'il s'accompagne d'une violation des embargos internationaux sur les armes, exerce une influence décisive sur prolongation des conflits armés et parfois sur leur issue.

## **2. Utilisation des armes à feu en tant qu'instruments de violence**

10. Compte tenu du rôle prédominant qu'elles jouent dans le contexte de la violence armée et des infractions, les armes à feu ont une incidence évidente sur la criminalité et la sécurité, tant comme instruments meurtriers pour commettre des infractions que comme marchandises faisant l'objet d'un trafic illicite très lucratif. Lorsqu'elles sont associées à une activité criminelle à grande échelle, les armes à feu peuvent miner les institutions de l'État, semer la peur et l'insécurité et contribuer à un climat d'impunité. Autre conséquence, moins visible, des niveaux élevés de criminalité sapent la confiance, les normes et les réseaux nécessaires au bon fonctionnement de la société.

11. Bien qu'il soit difficile à établir, un lien pernicieux semble exister entre la disponibilité des armes à feu et les homicides. Selon l'étude mondiale sur les homicides publiée par l'UNODC en 2011, un total de 468 000 homicides volontaires auraient été commis dans le monde en 2010 en dehors du cadre d'un conflit armé. Plus d'un tiers des homicides (36 %) ont eu lieu en Afrique, 31 % sur le continent américain, 27 % en Asie, 5 % en Europe et 1 % en Océanie<sup>2</sup>. Selon la même étude, 42 % de l'ensemble des homicides dans le monde sont commis par des armes à feu. Ce pourcentage est considérablement plus élevé dans les régions où il est souvent associé aux activités illicites de groupes criminels organisés, comme par exemple aux États-Unis où les infractions violentes commises avec des armes à feu représentent 74 % de l'ensemble des homicides, contre 21 % en Europe.

## **3. Utilisation des armes à feu en tant qu'instruments de pouvoir**

12. Les armes à feu sont aussi couramment utilisées par les organisations criminelles et les gangs pour faciliter la commission d'autres infractions et pour asseoir et/ou renforcer leur domination physique ou leur richesse. Elles sont étroitement liées à la criminalité organisée, notamment au trafic de drogues, à la traite des êtres humains, à la piraterie, à la criminalité des gangs et à d'autres infractions graves telles que le terrorisme, les enlèvements et les rapt. Toutes ces infractions ne pourraient être commises si les groupes criminels n'avaient pas accès à des armes à feu et à d'autres armes.

13. Ainsi, en Amérique latine et dans les Caraïbes, deux régions situées au croisement des principaux marchés de l'offre et de la demande de drogues et du flux inverse d'armes à feu faisant l'objet d'un trafic illicite, le commerce des drogues s'est révélé un facteur déterminant dans l'augmentation de la criminalité et de la violence. Qu'il s'agisse de diminution ou d'augmentation des flux, les changements soudains sur le marché de la drogue peuvent susciter dans ces deux régions une violence meurtrière en raison d'une concurrence plus vive et des conflits liés au contrôle des marchés de la drogue. En outre, dans certaines zones urbaines, la criminalité des gangs est associée à une "culture de l'arme à feu", sorte d'idolâtrie des armes à feu, considérées comme faisant partie intégrante de l'identité des membres du gang, et qui semble être l'un des principaux moteurs de la violence

---

<sup>2</sup> UNODC, *Global Study on Homicides* (2011).

armée et de la criminalité liée aux armes à feu<sup>3</sup>. La piraterie est un autre exemple de criminalité qui, ces dernières années, s'est transformée en une forme sophistiquée de criminalité organisée pour laquelle des armes à feu sont ordinairement nécessaires.

14. En général, le commerce et les flux d'armes constituent également souvent une source d'insécurité et d'instabilité, qui peut s'étendre aux pays voisins lorsque la criminalité transnationale organisée entre en jeu. La crise récente en Libye, par exemple, a été l'occasion, pour un certain nombre de groupes criminels et terroristes de la sous-région, de se procurer des armes à feu, des missiles surface-air et des munitions en pillant les stocks nationaux, ce qui a engendré une augmentation de la criminalité dans les pays voisins. Dans ces situations, la capacité des institutions chargées de la sécurité, comme la police ou l'armée, à faire appliquer la loi est parfois considérablement réduite face au pouvoir des groupes criminels organisés lourdement armés et pouvant facilement se procurer des armes sur le marché noir, ce qui fragilise le tissu social de communautés entières.

#### **4. Armes à feu en tant que marchandises faisant l'objet d'un trafic illégal**

15. Les armes à feu sont seulement des instruments importants dans l'exercice de la violence et du pouvoir; mais également des marchandises illicites lucratives souvent aux mains de groupes criminels organisés. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données fiables sur la valeur des activités clandestines telles que le trafic d'armes à feu, certaines sources estiment que la valeur du commerce illicite des armes à feu se situe entre 170 et 320 millions de dollars des États-Unis par an<sup>4</sup>.

16. Les groupes criminels organisés mènent de plus en plus souvent leurs activités au niveau transnational et se caractérisent désormais par une polycriminalité, étant donné qu'ils diversifient leurs activités criminelles et semblent en outre faciliter le commerce illégal d'armes et de munitions aux groupes armés dans des zones en conflit ou sortant d'un conflit et aux gangs urbains, en particulier en Afrique et en Amérique latine, où ces groupes se militarisent de plus en plus.

17. Le trafic d'armes à feu est souvent décrit comme une infraction transnationale complexe qui requiert la participation d'un groupe criminel organisé car elle implique plus de trois personnes, nécessite différents types de compétences spécialisées et est par nature transnationale. Le trafic d'armes à feu est également lié de diverses façons à d'autres formes de trafic: itinéraires de trafic communs, utilisation des mêmes réseaux de distribution et de la même infrastructure de blanchiment d'argent, et échange d'armes à feu contre de la drogue ou d'autres marchandises. Souvent, c'est le commerce des drogues qui génère une demande d'armes illégales et crée une infrastructure internationale qui peut aussi être utilisée pour le trafic d'armes. Dans d'autres cas, le trafic d'armes à feu est lié au trafic illicite d'autres marchandises, notamment les minerais, les espèces sauvages, le bétail et même les denrées alimentaires, qui sont parfois échangées contre des armes.

<sup>3</sup> UNODC, *Crime and Development in Central America* (2007).

<sup>4</sup> UNODC, *Mondialisation de la criminalité: évaluation de la menace que fait planer la criminalité transnationale organisée* (2010).

### **III. Rôle du Protocole relatif aux armes à feu dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu**

18. Le Protocole relatif aux armes à feu, qui est le seul instrument mondial juridiquement contraignant applicable en la matière, établit un cadre mondial permettant aux États de contrôler et de réglementer les armes licites et leurs mouvements, d'empêcher leur détournement vers le circuit illégal et de faciliter les enquêtes et les poursuites relatives aux infractions. Le Protocole, qui couvre à la fois les aspects légaux et illégaux des armes à feu, instaure un régime complet de réglementation des mouvements licites d'armes à feu pour prévenir et combattre le trafic illicite sans entraver les mouvements légitimes.

#### **A. Projet mondial sur les armes à feu**

19. Conformément à la résolution 5/4, adoptée par la Conférence, l'UNODC a poursuivi ses activités de sensibilisation et a continué de promouvoir et d'élaborer des outils d'assistance technique pour encourager la ratification et l'application du Protocole relatif aux armes à feu. Un projet mondial sur les armes à feu a été lancé par l'UNODC en 2011 afin de promouvoir et de faciliter la ratification et l'application du Protocole et de fournir une assistance aux États dans ce sens.

20. Dans le cadre du projet mondial sur les armes à feu, l'UNODC a commencé à mettre en œuvre un projet de lutte contre le trafic transnational d'armes par l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et du Protocole relatif aux armes à feu, financé par l'Union européenne. Ce projet met l'accent sur les activités thématiques suivantes:

- a) Sensibilisation et promotion de la ratification du Protocole relatif aux armes à feu;
- b) Mise au point d'outils spécialisés;
- c) Élaboration d'une législation pour renforcer le cadre juridique et réglementaire relatif aux armes à feu et promouvoir l'harmonisation régionale des lois et des pratiques;
- d) Renforcement des capacités et formation afin de réduire la disponibilité des armes à feu illégales et de renforcer le cadre réglementaire en la matière, notamment s'agissant du marquage des armes à feu, de la conservation des informations, du contrôle des transferts, de la collecte et de la destruction des armes à feu;
- e) Formation et renforcement des capacités afin de consolider les mesures de justice pénale et de promouvoir une coopération internationale efficace et des échanges d'informations pour lutter contre le trafic illicite d'armes à feu et les infractions connexes;
- f) Meilleure connaissance des tendances du trafic transnational d'armes à feu et engagement accru de la société civile.

21. Un groupe consultatif du projet, composé d'experts et de représentants d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales

concernées, a été constitué pour accompagner et conseiller l'UNODC en ce qui concerne la mise en œuvre d'activités spécifiques du projet et faciliter la création de synergies sur le terrain. Le programme couvre actuellement 15 pays d'Afrique de l'Ouest, d'Amérique du Sud et des Caraïbes<sup>5</sup>. Plusieurs autres pays ont demandé de l'aide au titre du projet mondial sur les armes à feu et l'UNODC recherche actuellement des fonds supplémentaires pour étendre le programme à ces pays.

## **B. Faire connaître le Protocole et obtenir de nouvelles ratifications**

### **1. État actuel des ratifications**

22. Depuis son adoption, le 31 mai 2001, le nombre d'États parties au Protocole relatif aux armes à feu a augmenté lentement mais régulièrement. À ce jour, 90 États ont ratifié le Protocole ou y ont adhéré, soit plus de la moitié des États parties à la Convention contre la criminalité organisée.

23. Les États Membres expriment de plus en plus leur préoccupation concernant les menaces et les risques associés aux armes à feu et leurs liens avec la criminalité organisée. Un effort supplémentaire est nécessaire de la part des États, de l'UNODC et des organisations partenaires pour expliquer en détail le Protocole relatif aux armes à feu et diffuser des informations à ce sujet, ainsi que pour mieux le faire connaître, en vue de promouvoir sa ratification et son application.

### **2. Sensibilisation pour faire connaître le Protocole et promouvoir sa ratification**

24. Depuis la cinquième session de la Conférence, l'UNODC a continué à œuvrer en faveur de la ratification et de l'application du Protocole relatif aux armes à feu, à la fois par des activités générales de promotion et par une assistance et des conseils individuels à l'attention des États Membres intéressés.

25. En avril 2011, l'UNODC a organisé une manifestation thématique en marge de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur la ratification du Protocole relatif aux armes à feu et les États membres de l'Union européenne. Cette manifestation a été organisée en coopération avec le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies, la Société mondiale de victimologie et Small Arms Survey. Une manifestation parallèle sur la mise au point d'outils spécialisés pour faciliter l'application du Protocole devrait se tenir en marge de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en avril 2012. Des manifestations parallèles sur les armes à feu se sont également tenues en marge des quatrième et cinquième sessions de la Conférence des Parties, en 2008 et 2010.

26. L'UNODC a également participé à plusieurs autres activités de sensibilisation visant à mieux faire connaître le Protocole relatif aux armes à feu et à favoriser la coopération et les partenariats au niveau international et régional. Le 6 avril 2011, l'UNODC a participé à un atelier intitulé "Renforcer le désarmement: les difficultés régionales de la lutte contre le commerce illicite des armes et des matières", organisé par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), la Fondation Friedrich-Ebert et le Centre de politique de sécurité de Genève, tenu à Genève, sur les moyens de faire face aux difficultés posées par le

<sup>5</sup> Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay, Jamaïque, Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Mali, Mauritanie, Sénégal et Togo.

commerce illicite d'armes, notamment en Afrique. L'UNODC a également participé à une série de séminaires et de cyberséminaires organisés par l'Université de Vienne, le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies et le Service de l'information de l'ONU (SINU) les 19 octobre et 15 novembre 2011.

27. L'UNODC a continué à entretenir un dialogue ouvert avec les États qui souhaitaient recevoir plus d'informations sur le Protocole relatif aux armes à feu et étudier la possibilité de le ratifier, en leur procurant des renseignements supplémentaires, des conseils législatifs et politiques et en leur expliquant les exigences de conformité avec cet instrument. L'UNODC a fourni ces informations aux pays suivants: Australie, Autriche, Bolivie (État plurinational de), Colombie, France, Ghana, Gambie, Indonésie et Iran (République islamique d').

28. Dans le passé, l'UNODC a consacré des ressources importantes aux activités de diffusion des connaissances et de sensibilisation, ainsi qu'aux activités visant à promouvoir la ratification et l'application des instruments juridiques dont il est le dépositaire. Dans le cas du Protocole relatif aux armes à feu, ces activités ont été menées de façon plus limitée, en raison notamment de la date plus tardive d'adoption du Protocole et de la réduction progressive des ressources financières disponibles pour ce type d'activités. Cependant, l'expérience a montré que dans tous les cas où l'UNODC avait pu promouvoir et faire connaître efficacement ses instruments, son intervention avait largement contribué à l'augmentation du nombre de ratifications dans la région concernée. Ainsi, dans les Caraïbes, où le taux de ratification est habituellement faible, l'UNODC a organisé un atelier de préparation à la ratification pour tous les États des Caraïbes en 2009, auquel la société civile a largement participé, et, même si des fonds supplémentaires n'ont pu être dégagés pour garantir un suivi adéquat, le taux de ratification a augmenté par la suite<sup>6</sup>. Dans certaines régions où le taux de ratification était également faible et où l'UNODC n'a pas pu apporter ce type de suivi, notamment en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, le taux de ratification est demeuré faible.

## **C. Mise au point d'outils pour appliquer le Protocole relatif aux armes à feu**

29. Conformément à la résolution 5/4, l'UNODC a continué de mettre au point des outils juridiques et techniques pour faciliter la collecte et l'échange d'informations sur des sujets liés au Protocole relatif aux armes à feu, ainsi que des outils pour aider à la ratification et à l'application du Protocole.

### **1. Outils existants**

#### *a) Questionnaire d'auto-évaluation sur les armes à feu (sur la base du logiciel d'enquête omnibus )*

30. À la demande de la Conférence, le logiciel complet d'auto-évaluation a été révisé et mis à disposition dans les six langues officielles des Nations Unies. La Conférence a décidé que le logiciel d'enquête omnibus serait un élément important du mécanisme d'examen, actuellement en cours de négociation. Le logiciel

<sup>6</sup> Ces deux dernières années, les pays suivants ont ratifié le Protocole: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Haïti, République dominicaine et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

d'enquête omnibus représente pour les États un bon point de départ pour évaluer en profondeur le degré d'application de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant, examiner les pratiques et les problèmes concrets rencontrés en ce qui concerne l'application, et identifier les lacunes et les besoins d'assistance technique. L'UNODC a mis au point un questionnaire simplifié, essentiellement à partir du logiciel d'enquête omnibus, ainsi que des modèles pour l'analyse des lacunes et les évaluations de pays, qui sont actuellement utilisés pour analyser le cadre normatif et institutionnel des pays participant au projet sur les armes à feu.

*b) Identification d'un point de contact unique conformément à l'article 13 du Protocole: répertoire en ligne des autorités nationales compétentes*

31. L'article 13 du Protocole relatif aux armes à feu prévoit que chaque État partie désigne un organisme national ou un point de contact unique chargé d'assurer la liaison avec d'autres États parties pour les questions relatives au Protocole. Ainsi, un enquêteur qui a besoin d'obtenir des informations sur les armes à feu ou une question connexe auprès d'un autre État partie saura qui contacter dans son propre pays et le répertoire indiquera à son interlocuteur la personne à contacter dans l'autre État partie. C'est pourquoi, conformément à la décision 4/2 de la Conférence et en vue de promouvoir et de faciliter la coopération entre États concernant les questions relatives au Protocole, l'UNODC a ajouté dans le répertoire en ligne des autorités nationales compétentes les points de contact uniques désignés par les États en application du Protocole. Au moment de la rédaction de ce rapport, le répertoire contenait les coordonnées de 33 points de contact uniques d'États parties et d'un signataire, pour les questions relatives au Protocole (contre 21 à la fin de la période d'examen antérieure).

32. Dans sa résolution 5/4, la Conférence a de nouveau prié instamment les États parties de "fournir au Secrétariat des informations complètes et actualisées sur leur organisme national ou leur point de contact unique et de faire usage du répertoire en ligne des autorités nationales compétentes désignées par les États au titre du Protocole". Dans ce contexte, l'UNODC a envoyé une note verbale aux États parties et signataires du Protocole pour leur demander de fournir au Secrétariat les renseignements demandés. Les États parties sont encouragés à fournir des informations complètes et actuelles sur leur organisme national ou leur point de contact unique et à faire usage du répertoire en ligne.

*c) Loi type sur les armes à feu*

33. Conformément à la résolution 5/4 de la Conférence, l'UNODC a achevé la rédaction de sa loi type contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions en 2010, publiée en anglais en 2011<sup>7</sup>. La loi type a été élaborée entre 2009 et 2010 lors d'ateliers, avec une large participation d'experts et de praticiens de différents pays et régions<sup>8</sup>. Elle a pour but d'aider les

<sup>7</sup> La loi type peut être téléchargée du site Web de l'UNODC ([http://www.unodc.org/unodc/en/legal-tools/model-treaties-and-laws.html#Firearms\\_Model\\_Law](http://www.unodc.org/unodc/en/legal-tools/model-treaties-and-laws.html#Firearms_Model_Law)). Un nombre limité d'exemplaires papier est disponible sur demande.

<sup>8</sup> Des experts des pays suivants ont été invités à participer: Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Inde, Italie, Kenya, Nigéria, Ouganda, Pérou, République-Unie de

États parties à transposer les dispositions de la Convention contre la criminalité organisée et du Protocole relatif aux armes à feu dans leur législation nationale et à renforcer leur régime législatif sur les armes à feu dans le respect du Protocole. La loi type complète les *Guides législatifs pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant*<sup>9</sup>. Les nombreuses dispositions qu'elle contient portent sur les mesures préventives en matière de contrôle des armes à feu, notamment concernant la fabrication, la conservation des informations, la neutralisation, les transferts internationaux d'armes à feu et les activités de courtage connexes, ainsi que les mesures pénales et procédurales découlant du Protocole relatif aux armes à feu et de la Convention contre la criminalité organisée.

34. La loi type est actuellement en cours de traduction dans toutes les langues officielles de l'ONU en vue d'une diffusion plus large. L'UNODC recherche actuellement des fonds supplémentaires pour la promouvoir et la diffuser et offrir aux États Membres une formation juridique au moyen de 10 ateliers régionaux de rédaction de législation.

## 2. Nouveaux outils

### *Programme de formation complet*

35. En vue de faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu, l'UNODC s'attache à mettre au point un programme de formation complet sous forme de modules dans le cadre de son projet de lutte contre la fabrication et le trafic d'armes à feu, financé par l'Union européenne. Ce programme abordera tous les aspects pertinents du contrôle des armes à feu et des enquêtes et poursuites en matière de criminalité liée aux armes à feu. Il comprendra un manuel opérationnel pour la saisie, la confiscation, la neutralisation et la destruction des armes à feu et des munitions.

36. Le programme s'adressera à un public varié, des autorités de contrôle des armes à feu et des praticiens de la justice pénale aux organisations de la société civile et au secteur privé. Une réunion, tenue à Vienne du 19 au 21 octobre 2011 à Vienne<sup>10</sup> a rassemblé différents experts pour une première série de délibérations sur

---

Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sénégal. Les organisations suivantes ont également participé aux réunions: Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères, Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, Commission européenne, Communauté de l'Afrique de l'Est, Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), Organisation de coopération régionale des chefs de police de l'Afrique australe et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les acteurs suivants de la société civile et du secteur privé étaient représentés: Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, secrétariat du Réseau d'action international contre les armes légères, Saferworld, Small Arms Survey, Association nationale des fabricants d'armes et de munitions d'Italie (ANPAM), FN Herstal et Forum mondial sur l'avenir des activités de tir sportif.

<sup>9</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.05.V.2.

<sup>10</sup> Des experts des pays suivants ont participé aux réunions: Argentine, Canada, Colombie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, France/Sénégal, Jamaïque, Kenya, Mexique, Roumanie, Royaume-Uni et Uruguay. Plusieurs organisations partenaires, telles que la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, le coordinateur des

la structure et le contenu de ces modules. Le programme de formation, qui devrait être établi au cours de 2012, sera utilisé pour des activités de renforcement des capacités planifiées dans le cadre du projet de l'Union européenne à partir du dernier trimestre de 2012.

## **D. Activités visant à faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu, y compris la mise au point d'outils d'assistance technique**

### **1. Renforcement de la législation et appui à la rédaction de lois**

37. Les activités présentées ci-après sont actuellement exécutées au titre du premier volet du projet mondial sur les armes à feu, qui vise à promouvoir la ratification et le renforcement du cadre législatif des pays bénéficiaires dans le domaine du contrôle des armes à feu:

#### *a) Auto-évaluations nationales, évaluations de la législation et analyses des lacunes dans au moins 15 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique du Sud*

38. L'UNODC aide les pays à réaliser une auto-évaluation nationale, décrire leurs lois et pratiques et recenser les problèmes et les besoins d'assistance technique, et effectuer des recherches complémentaires en vue d'obtenir une évaluation globale de la législation et une analyse des lacunes du cadre juridique et institutionnel des pays bénéficiaires. À cet effet, l'Office a recruté deux consultants, basés respectivement en Amérique du Sud et en Afrique, pour aider à réaliser de ces évaluations.

#### *b) Visites de pays*

39. L'UNODC compte entreprendre plusieurs visites de pays pour évaluer le cadre législatif relatif aux armes à feu et examiner avec les autorités nationales les conclusions de leur auto-évaluation<sup>11</sup>. Ainsi, du 19 au 24 mars 2012, l'UNODC effectuera une visite en Bolivie (État plurinational de) pour examiner notamment le cadre législatif et la possibilité d'un appui rédactionnel en vue de l'adoption d'une loi sur les armes à feu et aider ce pays à devenir partie au Protocole. Elle sera suivie d'une visite au Paraguay (du 25 au 28 mars 2012) et en Uruguay (du 29 au 30 mars 2012). Entre avril et juin 2012, l'UNODC prévoit de se rendre dans les pays suivants: Bénin, Brésil, Burkina Faso, Chili, Gambie, Ghana, Mali, Mauritanie, Sénégal et Togo. Sous réserve de la disponibilité de fonds supplémentaires, il entreprendra également, sur demande, une mission d'évaluation générale en République centrafricaine et en Indonésie.

40. Du 19 au 21 mars 2012, l'UNODC a participé à une visite de pays en République de Moldova pour évaluer le cadre législatif sur le contrôle des armes à

---

Normes internationales sur le contrôle des armes légères/Programme des Nations Unies pour le développement et le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères ont également assisté aux réunions, ainsi que des représentants d'Europol, d'INTERPOL et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

<sup>11</sup> Au moment de l'établissement du présent rapport, tous les pays n'avaient pas soumis leur auto-évaluation.

feu et donner des avis, notamment sur l'élaboration des dispositions relatives à l'incrimination figurant dans le Protocole. Cette mission, menée conjointement avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau des affaires de désarmement et l'Office fédéral allemand de l'économie et du contrôle des exportations, repose sur une répartition préalable des fonctions et des tâches, conformément aux mandats et aux compétences spécialisées des différents partenaires.

*c) Analyse régionale croisée et recommandations pour les plans d'action*

41. Au moyen d'une analyse régionale croisée, l'UNODC facilitera la formulation de recommandations pour l'adoption de plans d'action nationaux et régionaux visant à mettre en œuvre le Protocole relatif aux armes à feu, et des instruments régionaux complémentaires seront élaborés.

*d) Ateliers juridiques régionaux et adoption de plans d'action régionaux*

42. Deux ateliers régionaux sur le renforcement de la législation devraient se tenir en mai 2012 en Argentine et en juin 2012 au Burkina Faso, dans le but de rassembler les parties prenantes nationales, les praticiens et les représentants de la société civile, d'analyser et de valider leurs conclusions, d'examiner les domaines où une harmonisation est possible et éventuellement d'adopter un plan d'action conjoint. Les dialogues ultérieurs qui seront tenus avec les parties prenantes nationales permettront de perfectionner les stratégies nationales et les plans d'action. Les ateliers régionaux seront organisés en coopération étroite avec le Marché commun du Sud (MERCOSUR), pour ses États membres et États associés, et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pour ses États Membres et la Mauritanie.

*e) Suivi individualisé et appui à la rédaction de lois*

43. À travers les dialogues avec les parties prenantes nationales, l'UNODC facilitera l'examen et l'adoption de stratégies nationales et de plans d'action sur le contrôle des armes à feu et offrira un suivi individualisé pour l'adoption de textes législatifs nationaux conformes à la Convention contre la criminalité organisée et au Protocole relatif aux armes à feu.

**2. Renforcement des capacités et formation visant à réduire la disponibilité des armes à feu et des munitions illégales et à renforcer le cadre réglementaire correspondant**

44. L'un des objectifs les plus imminents d'un régime de contrôle réglementaire complet est de réduire la disponibilité des armes à feu et des munitions illégales. Il s'agit d'une condition importante pour réduire la violence armée et la criminalité liée aux armes à feu, et donc d'un élément essentiel d'une stratégie globale de contrôle des armes à feu. Toutefois, la collecte et l'élimination des armes à feu posent plusieurs problèmes aux pays qui ne disposent pas de procédures types adéquates et du matériel nécessaire. En outre, ces processus seront mis en œuvre d'une manière qui permette la poursuite de toute procédure judiciaire connexe, le cas échéant.

45. Dans le cadre du projet mondial sur les armes à feu, l'UNODC aide les États Membres à réduire la disponibilité des armes à feu et des munitions illégales et à renforcer leur cadre réglementaire dans des domaines tels que le marquage, la tenue de registres, le contrôle des transferts et la collecte et la destruction des armes, à la fois par l'établissement de normes et par un appui pratique et opérationnel à la mise en œuvre d'aspects techniques particuliers de ce régime. Cette aide peut notamment comprendre les activités suivantes:

*a) Campagnes de collecte d'armes coordonnées*

46. Cette activité doit être coordonnée aux niveaux national et sous-régional. Elle inclut des mesures de sensibilisation pour la mise en œuvre de campagnes de collecte d'armes et l'enregistrement et la légalisation des armes saisies, et la fourniture d'une formation adéquate du personnel compétent des services de détection et de répression dans les domaines de l'identification et de l'enregistrement des armes à feu et munitions collectées et de leur entreposage sûr.

*b) Destruction des armes à feu et munitions*

47. Les armes et les munitions collectées durant la campagne ainsi que les armes saisies et confisquées lors de perquisitions et saisies seront détruites sur place d'une manière écologique. Des procédures types seront mises en place pour garantir, si besoin, que les mesures juridiques nécessaires seront prises pour appuyer le recueil de preuves et les procédures judiciaires.

*c) Gestion des stocks d'armes et de munitions*

48. L'UNODC aidera les États qui le demandent à renforcer leur capacité de gestion des stocks à travers la mise au point d'outils dans le cadre du programme de formation complet qu'il est en train d'élaborer. Il dispensera également des formations spécialisées pour les responsables des services de détection et de répression et du secteur de la défense chargés des ressources matérielles et pour le personnel directement concerné par la gestion quotidienne des armes et munitions. Par ailleurs, le projet visera à améliorer les systèmes d'enregistrement et de tenue de registres des armes à feu et des munitions, ce qui comprendra notamment, si nécessaire, la mise au point de logiciels spécialisés pour l'identification des armes et pour la gestion de ces armes, des munitions et/ou des explosifs dans des dépôts, des entrepôts ou des arsenaux agréés, comme par exemple un poste de police local ou un dépôt central.

*d) Mise en place de systèmes de registres efficaces*

49. L'UNODC aidera les pays à améliorer leur capacité de mener des opérations relatives au traçage des armes à feu détenues par des particuliers, des personnes morales et des services nationaux de détection et de répression et du secteur de la défense. L'élaboration et la mise en place d'un (de) système(s) électronique(s) d'enregistrement et la tenue de registres d'armes permettront d'appliquer les prescriptions en la matière établies par le Protocole relatif aux armes à feu et l'Instrument international de traçage.

*e) Appui au marquage des armes à feu et munitions*

50. L'UNODC appuie également les efforts des pays bénéficiaires visant à appliquer pleinement les dispositions du Protocole en matière de marquage, notamment lorsqu'il s'agit d'importations. Cet appui va de la formation théorique et du renforcement des capacités à une aide opérationnelle à l'installation de machines et de dispositifs de marquage, avec la formation correspondante. À cette fin, l'UNODC cherche à coordonner ses efforts et à coopérer avec d'autres partenaires bilatéraux, régionaux et internationaux ainsi qu'avec des prestataires de service qui ont déjà développé quelques activités dans le domaine du marquage.

**3. Renforcement des capacités et formation visant à renforcer les mesures de justice pénale et à promouvoir une coopération internationale et un échange d'informations efficaces**

51. À partir des résultats de l'évaluation, l'UNODC élaborera, en étroite consultation avec le pays bénéficiaire, un plan sur mesure pour le renforcement des capacités et la formation, qui tiendra également compte des besoins particuliers du pays ou de la région. Le programme de formation complet permettra de normaliser – tout en adaptant à chaque cas – la formation et l'aide au renforcement des capacités dispensées par l'UNODC.

52. Dans le cadre de ce projet, l'UNODC prévoit d'exécuter, à compter du quatrième trimestre de 2012, les activités suivantes:

*a) Ateliers nationaux (ou sous-régionaux) de renforcement des capacités*

53. Les activités nationales de renforcement des capacités traiteront les différents aspects du régime de contrôle des armes à feu et chercheront, en particulier, à renforcer les capacités des services de détection et de répression, des services d'enquête et de poursuite, des douanes et des services de police et de renseignement pour qu'ils enquêtent, engagent des poursuites dans les affaires liées aux armes à feu et coopèrent de manière efficace à l'échelle internationale. Dans le cadre du projet mondial sur les armes à feu, l'UNODC prévoit d'organiser dix ateliers nationaux de formation entre 2012 et 2014, qui s'appuieront sur les conclusions des évaluations de pays.

*b) Deux ateliers régionaux sur la coopération internationale*

54. Les cas complexes de trafic d'armes à feu ont, par définition, un caractère transnational. Une coopération efficace est essentielle pour veiller à ce que les personnes qui ont participé à un trafic d'armes soient traduites en justice. Dans la pratique, peu de cas atteignent le stade des poursuites judiciaires et de la condamnation, en raison notamment des difficultés rencontrées par les États pour échanger des informations et utiliser les dispositifs d'entraide judiciaire et autres mécanismes de coopération, y compris les demandes de traçage internationales. Les ateliers régionaux rassembleront à la fois les autorités compétentes chargées de la coopération internationale et celles chargées du contrôle des armes à feu de différents pays et régions pour examiner et favoriser la coopération internationale et faciliter les enquêtes et les poursuites pénales sur les armes à feu.

c) *Renforcement de l'échange d'informations et de la coopération*

55. En renforçant les plates-formes de communication et de coopération régionales et interrégionales existantes, l'UNODC encouragera les contacts réguliers et les échanges d'informations sur le contrôle des armes à feu entre des points de contact uniques et les autorités responsables du contrôle des armes et des enquêtes et des poursuites concernant les affaires de trafic d'armes à feu. L'UNODC compte appuyer et promouvoir les plates-formes de coopération existantes au niveau sous-régional ou mondial, telles que le groupe de travail sur les armes à feu de MERCOSUR, la CEDEAO ou, pour la coopération entre les services de détection et de répression, le recours à INTERPOL et à des outils de coopération et de traçage.

**4. Recherches et analyses: amélioration des connaissances sur les caractéristiques du trafic international d'armes à feu et renforcement de l'engagement de la société civile dans les questions de contrôle des armes à feu**

56. Au cours des dernières années, l'UNODC a réalisé plusieurs études sur des questions de criminalité, qui ont souvent inclus des chapitres consacrés à la recherche et l'analyse du problème des armes à feu dans son ensemble<sup>12</sup>. Ces études ont permis d'améliorer la sensibilisation et les connaissances globales concernant la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu et la violence armée et son lien avec la criminalité organisée. L'UNODC travaille actuellement sur une série d'évaluations des menaces que représente la criminalité transnationale organisée pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et le Pacifique, et l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Ces évaluations devraient être achevées fin 2012. Les données et les statistiques sur la criminalité sont particulièrement importantes lorsqu'il s'agit d'analyser l'impact des armes à feu sur la criminalité et la sécurité. En 2011, l'UNODC a publié une étude mondiale sur les homicides, qui analyse des données désagrégées sur les homicides volontaires, leur ampleur et leur impact dans différents pays et régions, ainsi que leur lien avec d'autres infractions, notamment le trafic de drogues. Cette étude comprend également un chapitre sur l'impact de la disponibilité des armes à feu sur le taux général d'homicides.

57. Il est extrêmement difficile de mener des travaux de recherche et d'analyse sur les armes à feu reposant sur des données factuelles, compte tenu du manque de données précises disponibles aux niveaux national et régional. Les études réalisées ont mis en évidence la difficulté d'obtenir des données fiables et exhaustives sur les infractions et le trafic illicite liés aux armes à feu. Au-delà des données empiriques, il existe un besoin, à la fois aux niveaux international et national, d'accroître et de

<sup>12</sup> Parmi les publications de l'UNODC spécialement consacrées à des questions liées aux armes à feu, on peut citer le document intitulé *Crime and its impacts on the Balkans and affected countries* (2008), le rapport intitulé *Transnational Trafficking and the Rule of Law in West Africa: A Threat Assessment* (2009) et le document *Mondialisation de la criminalité: évaluation de la menace que fait planer la criminalité transnationale organisée* (2010). L'UNODC a récemment achevé une évaluation des menaces de la criminalité transnationale organisée et de l'instabilité en Afrique centrale (2011) et une étude sur les flux financiers illicites, question qui risque de se recouper avec celle de la fabrication et du trafic illicites d'armes à feu. Il a également mené un certain nombre d'activités visant à mieux faire comprendre la nature et l'étendue de la violence armée et a œuvré à la formulation de recommandations visant à prévenir et réduire ce phénomène. Il a notamment réalisé des enquêtes sur la criminalité et les victimes dans un certain nombre de pays africains dans le cadre de l'initiative "Des données pour l'Afrique".

développer les connaissances reposant sur des données factuelles sur les armes à feu, leur fabrication, leur trafic, ainsi que sur l'impact de leur prolifération et leur utilisation impropre sur la criminalité et la sécurité. Il est nécessaire de disposer non seulement de données de meilleure qualité et plus précises sur la criminalité mais aussi de données (dans la mesure du possible) obtenues grâce à une plus grande transparence des informations sur les transferts licites par exemple, ainsi que d'informations sur les armes à feu collectées et détruites.

58. Le Centre d'excellence sur les statistiques concernant la gouvernance, la sécurité publique, la victimisation et la justice de l'UNODC et de l'INEGI, qui a ouvert l'année dernière au Mexique, s'emploie actuellement à évaluer les problèmes liés au trafic d'armes de petit calibre en Amérique latine et à étudier la façon d'utiliser les données statistiques pour analyser le trafic dans la région et en mesurer l'ampleur.

59. Conformément à la résolution 5/4, l'UNODC a également l'intention de mener une étude sur les armes saisies et confisquées en vue d'analyser les liens entre le trafic des armes à feu et la criminalité transnationale organisée. En mars 2012, une note verbale a été adressée aux États Membres leur demandant des informations sur les saisies et les destructions d'armes destinées à être incluses, de manière anonyme, dans un rapport devant être soumis à la Conférence pour examen à sa sixième session. L'UNODC se propose de réaliser une étude pilote qui, dans un premier temps, portera sur l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes et pour laquelle il utilisera notamment les résultats de travaux d'analyse et de traçage concernant des armes à feu et des munitions saisies et confisquées.

#### **IV. Coordination et coopération avec les partenaires internationaux et régionaux**

60. Le cadre international sur les armes à feu se compose de trois principaux instruments: le Protocole relatif aux armes à feu, le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (le Programme d'action) et l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites (l'Instrument international de traçage), sachant que seul le Protocole est juridiquement contraignant. Plusieurs régions ont adopté à la fois des conventions ou des protocoles régionaux juridiquement contraignants et des instruments non contraignants, dans des domaines connexes.

61. D'une part, l'existence de multiples instruments juridiquement contraignants et non juridiquement contraignants sur les armes à feu est une reconnaissance de l'importance fondamentale que la question de la prolifération et de l'utilisation impropre des armes à feu continue d'avoir pour les États Membres, de même qu'un indicateur clair de la nature complémentaire de ces instruments, qui contribuent tous à développer et à mieux définir le cadre juridique international sur les armes à feu. Le fait qu'ils se complètent et se renforcent mutuellement devrait donc être pris en compte lors de la mise en place de synergies et de partenariats.

62. D'autre part, du fait de l'existence de multiples instruments et processus connexes, les États et les organisations doivent être pleinement informés de la

nature et de la portée des processus correspondants et de leurs mandats particuliers afin de mieux comprendre les instruments juridiques ou politiques qui les sous-tendent et de s'appuyer sur leur complémentarité. Cela faciliterait la prise de décisions éclairées, conformément aux engagements et obligations nationaux, régionaux et internationaux des États dans ce domaine.

## **A. Coopération au sein du système des Nations Unies**

63. L'UNODC a participé à plusieurs initiatives interinstitutions sur les armes à feu et continue de coopérer avec les organisations et entités concernées pour renforcer les partenariats, promouvoir le Protocole relatif aux armes à feu et prôner des approches plus intégrées des questions de contrôle des armes à feu.

### **1. Initiatives interinstitutions**

64. L'UNODC est membre du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères, plate-forme de coordination du système des Nations Unies créée par le Secrétaire général pour promouvoir l'échange d'informations et la coordination des initiatives en cours. Le Mécanisme regroupe 22 organismes des Nations Unies chargés sous différents angles de prévenir la violence armée et de réduire l'impact des armes à feu et des armes légères sur les sociétés, les collectivités et les personnes dans leur domaine d'action spécifique. Dans ce contexte, l'UNODC a régulièrement communiqué des informations à tous les partenaires du Mécanisme sur ses activités et sur les travaux de la Conférence des Parties. En outre, il a apporté une contribution de fond aux déclarations et rapports conjoints du Mécanisme.

#### *a) Élaboration de normes internationales sur le contrôle des armes légères*

65. L'UNODC fait partie du groupe de travail de référence du Mécanisme chargé d'élaborer des normes internationales sur le contrôle des armes légères. Ces normes se fondent sur le Protocole relatif aux armes à feu, sur le Programme d'action des Nations Unies et sur l'Instrument international de traçage et visent à contribuer à l'effort normatif international dans le domaine du contrôle des armes à feu. En novembre 2010, l'UNODC a participé à une réunion du groupe de référence. À ce jour, 26 modules des normes internationales de contrôle des armes légères ont été rédigés et leur texte est librement consultable en ligne ([www.un-casa-isacs.org](http://www.un-casa-isacs.org)). D'autres modules sur la coopération internationale en matière pénale seront élaborés.

#### *b) Contribution de l'Organisation des Nations Unies au processus du traité sur le commerce des armes*

66. À la suite de la décision prise par l'Assemblée générale d'organiser une conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes en juillet 2012 à New York, plusieurs réunions régionales préparatoires se sont tenues dans différentes régions entre 2010 et 2011. Faute de ressources suffisantes, l'UNODC n'a pas été en mesure de participer et de contribuer à ces réunions. Il a toutefois contribué aux déclarations communes et a apporté son concours à l'élaboration d'une étude empirique sur les incidences du commerce d'armes non réglementé

menée dans le cadre du Mécanisme. L'étude souligne l'impact des armes à feu sur la criminalité et les menaces que posent leur commerce non réglementé sur la sécurité commune et la stabilité, et préconise l'adoption d'un instrument plus rigoureux pour réglementer le commerce des armes et la pleine application par les États des instruments existants, dont le Protocole relatif aux armes à feu et le Programme d'action des Nations Unies.

67. L'UNODC est également membre du Programme de prévention de la violence armée des Nations Unies, avec le Bureau des affaires de désarmement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et l'Organisation mondiale de la Santé. L'objectif du Programme de prévention de la violence armée est de mettre au point des réponses efficaces face à ce type de violence en s'appuyant sur une compréhension approfondie de ses causes, de sa nature et de son impact, et sur les meilleures pratiques issues d'initiatives menées jusqu'à ce jour pour réduire et prévenir la violence. Dans le cadre de ce programme, l'UNODC a participé à plusieurs missions interinstitutions d'évaluation de pays entre 2009 et 2011.

## **2. Coopération avec d'autres organismes du système des Nations Unies**

68. L'UNODC coopère étroitement avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et s'efforce de renforcer sa coopération dans le domaine du contrôle des armes à feu, directement et par l'entremise du Mécanisme. La Direction exécutive est membre du Groupe consultatif créé au titre du projet mondial de l'UNODC et a participé à plusieurs réunions d'experts au cours des dernières années. Les deux organismes continueront de coopérer, notamment dans le domaine du renforcement de la législation et des capacités pour prévenir et combattre la criminalité liée aux armes à feu et les infractions connexes.

69. L'UNODC a continué de coopérer, à la fois aux niveaux du Siège et du terrain, avec le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies et ses centres régionaux. Au niveau de l'élaboration de politiques, l'UNODC et le secrétariat au Programme d'action (Bureau des affaires de désarmement) ont poursuivi l'objectif commun de renforcer la coordination et l'échange d'informations entre la Conférence des Parties et la Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, en vue de créer davantage de synergies entre ces deux mécanismes intergouvernementaux. Du 9 au 13 mai 2011, l'UNODC a participé à la Réunion d'experts gouvernementaux sur la mise en œuvre du Programme d'action, sur le marquage, l'enregistrement et la coopération internationale, tenue à New York, et a fait une présentation sur ses activités visant à promouvoir le Protocole relatif aux armes à feu et la loi type sur les armes à feu. Au niveau du terrain, les deux organisations coordonnent actuellement l'exécution de leurs projets respectifs dans ce domaine en Afrique de l'Ouest.

## **B. Coopération avec d'autres organisations internationales et régionales**

### **1. Union européenne**

70. Le 21 mars 2011, l'UNODC a participé à la troisième réunion du groupe de contact sur les armes à feu mis en place par la directive 2008/51/EC de l'Union européenne (UE), tenue à Bruxelles (Belgique).

71. L'UNODC a maintenu une coopération étroite avec l'Union européenne sur un certain nombre de sujets. L'UE est actuellement le principal bailleur de fonds pour les travaux de l'UNODC sur les armes à feu. Grâce à cet appui financier, l'UNODC a lancé son projet mondial sur les armes à feu pour soutenir 15 pays participants. Lors des prochains mois, il compte étudier avec l'UE les possibilités d'élargissement de sa coopération à d'autres régions et pays demandeurs.

### **2. Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)**

72. INTERPOL et l'UNODC mettent actuellement en œuvre, avec le soutien financier de l'Union européenne, deux projets sur les armes à feu distincts mais complémentaires dans presque les mêmes pays et régions, ce qui a représenté une occasion fructueuse de renforcer la coopération. INTERPOL est membre du Groupe consultatif du projet de l'UNODC et ses représentants ont assisté à une réunion d'experts pour l'élaboration d'un programme de formation complet sur les armes à feu en octobre 2011 à Vienne. L'UNODC est membre du Groupe consultatif d'INTERPOL pour la mise en place du système de gestion de l'enregistrement et du traçage des armes illicites (iARMS)<sup>13</sup>, anciennement appelé SLARM, et a assisté aux réunions du Groupe tenues les 26 et 27 mai 2011 et les 14 et 15 décembre 2011 à Lyon (France). L'UNODC participera probablement à la troisième réunion qui sera organisée les 30 et 31 mai 2012.

### **3. Organisations régionales**

73. L'UNODC a mis en place une coopération avec le Groupe de travail sur les armes à feu et les explosifs de MERCOSUR afin de favoriser un appui mutuel de l'application du Protocole et d'intensifier et de soutenir les efforts d'harmonisation au niveau de la région. Les 3 et 4 novembre 2011, l'UNODC a participé à la 22<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail, tenue à Montevideo (Uruguay), pour présenter le projet mondial sur les armes à feu et examiner les formes de coopération possibles entre les deux organisations, et pour contribuer au renforcement du Groupe de travail en tant que plate-forme de coopération et d'échange d'informations sur les questions liées aux armes à feu. Une telle coopération est également envisagée avec le secrétariat de la CEDEAO au sujet de la partie du projet qui concerne l'Afrique de l'Ouest.

74. Le 13 octobre 2011, l'OSCE et l'UNODC ont adopté un plan d'action conjoint pour 2011-2012, qui prévoit notamment une coopération étroite et durable et

<sup>13</sup> L'iARMS sera le premier et le seul système mondial destiné à signaler et à rechercher les armes à feu perdues, volées et illicites. Dans sa forme finale, il fournira des renseignements en temps réel aux fonctionnaires de police et des douanes qui saisissent les armes à feu et qui enquêtent sur les violations y relatives. L'iARMS devrait être lancé au niveau mondial en janvier 2013.

l'élaboration de politiques et de programmes communs dans le domaine de la lutte contre le trafic illicite d'armes à feu/d'armes légères et de petit calibre ainsi que la promotion de l'application de la résolution 1540 du Conseil de Sécurité de l'ONU. L'UNODC a participé au lancement du nouveau modèle pour les certificats d'utilisation finale des armes légères et de petit calibre de l'OSCE, le 28 septembre 2011 à Vienne (Autriche). L'OSCE a participé à la réunion du groupe d'experts de l'UNODC sur l'élaboration d'un programme de formation complet sur les armes à feu. Les deux organisations ont participé à une mission conjointe en République de Moldova du 19 au 21 mars 2012.

## **V. Recommandations et activités proposées pour promouvoir et appuyer la ratification et l'application du Protocole relatif aux armes à feu**

75. Le Groupe de travail voudra peut-être étudier les moyens d'apporter une assistance financière et technique durable pour la mise en œuvre des recommandations et activités proposées ci-après, en particulier aux pays se relevant d'un conflit et aux pays les moins avancés.

76. Le Groupe de travail voudra peut-être examiner les recommandations et activités proposées ci-après en vue de leur éventuelle insertion dans le rapport sur ses activités présenté à la Conférence pour examen, conformément à la résolution 5/4.

### **1. Recommandations**

77. La Conférence souhaitera peut-être inviter instamment les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Protocole relatif aux armes à feu ou à y adhérer.

78. La Conférence souhaitera peut-être inviter instamment les États parties à renforcer leur législation nationale et à adopter des stratégies nationales intégrées et des plans d'action en vue de faciliter l'application du Protocole relatif aux armes à feu.

79. La Conférence souhaitera peut-être inviter instamment les États parties à renforcer leurs capacités nationales pour mener des enquêtes sur les affaires impliquant des armes à feu et leur lien avec la criminalité organisée.

### **2. Activités proposées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**

80. L'UNODC devrait mettre au point un dossier de ratification et une brochure illustrant les caractéristiques du Protocole relatif aux armes à feu afin de faciliter sa ratification, et les diffuser dans toutes les langues de l'ONU.

81. L'UNODC devrait organiser au moins cinq ateliers régionaux et cinq ateliers nationaux de préparation à la ratification dans des régions où le taux de ratification est faible et pour des pays intéressés par la possibilité de devenir partie au Protocole.

82. L'UNODC devrait proposer aux États une formation spécialisée et des activités de renforcement des capacités sur les enquêtes et les poursuites concernant

les infractions liées aux armes à feu et l'application de la Convention contre la criminalité organisée à cette fin.

83. L'UNODC devrait promouvoir l'échange d'informations par le biais d'ateliers de formation réguliers sur la coopération internationale en matière pénale organisés aux niveaux national, régional et interrégional.

---